



Melissa Li
Juillet 2026

Quand les citoyens se mobilisent : Protestations urbaines dans les démocraties africaines

Les cas du Sénégal et du Kenya

Mentions légales

Publié par

Friedrich-Ebert-Stiftung e.V.
Godesberger Allee 149
53175 Bonn
Allemagne
info@fes.de

Département responsable

Département Afrique, Division de la coopération internationale
Responsabilité du contenu et de l'édition
Andreas Quasten, Chef de département par intérim
andreas.quasten@fes.de

Contact

Svende Eickhoff
svende.eickhoff@fes.de

Mise en page

Rohtext, Bonn

Photo de couverture

picture alliance / Anadolu | Gerald Anderson

Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement celles de la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES). L'utilisation commerciale des contenus publiés par la FES n'est pas autorisée sans l'accord écrit préalable de la FES. Les publications de la FES ne peuvent pas être utilisées à des fins de propagande électorale.

Juillet 2026

© Friedrich-Ebert-Stiftung e.V.

ISBN 978-3-98628-901-0

D'autres publications de la Friedrich-Ebert-Stiftung sont disponibles ici:

➤ www.fes.de/publikationen

Melissa Li
Juillet 2026

Quand les citoyens se mobilisent : Protestations urbaines dans les démocraties africaines

Les cas du Sénégal et du Kenya

Contenu

- Introduction 3
- Les protestations de la crise électorale du Sénégal en 2024 5
 - Contexte et éléments de déclenchement 5
 - Acteurs et stratégies des protestations 6
 - Engagement avec des acteurs internationaux 8
- Protestations contre le projet de loi de finances 2024 au Kenya 10
 - Contexte et éléments de déclenchement 10
 - Acteurs et stratégies 11
 - Engagement avec des acteurs internationaux 13
- Quelles leçons pouvons-nous tirer des cas du Sénégal et du Kenya ? 15
- Comment les acteurs internationaux peuvent-ils s'engager ? 18
- A propos de l'auteur 22
- Remerciements 22

Introduction

Au XXI^e siècle, aucune autre région du monde n'a connu autant de mouvements de protestation à grande échelle que le continent africain.¹ Les soulèvements de masse dans des États autoritaires tels que l'Égypte, le Soudan et la Tunisie ont depuis longtemps attiré l'attention, mais actuellement, les mouvements de protestation dans des États démocratiques africains tels que le Sénégal et le Kenya – et plus récemment Madagascar et la Tanzanie – gagnent en visibilité. Ces protestations sont principalement le fait de jeunes populations urbaines préoccupées par les inégalités sociales, le recul de la démocratie, la corruption et le manque de perspectives économiques.

Les protestations se tiennent souvent dans des zones urbaines, dans lesquelles la forte densité démographique aggrave la concurrence pour les biens et services publics et peut nourrir les griefs. En même temps, les zones urbaines sont plus aptes à vraiment mobiliser, dans la mesure où elles permettent plus facilement d'atteindre une masse critique que les zones rurales.² L'urbanisation rapide a entraîné une intensification des revendications publiques concernant de meilleures conditions de vie, de mobilité et d'accès aux services de l'État. Dans ce contexte, les populations urbaines d'Afrique se tournent de plus en plus vers les protestations pour articuler leurs revendications politiques. Tandis que les protestations constituent un élément central de la démocratie libérale et peuvent servir de correctif démocratique, cette tendance indique aussi un mécontentement croissant par rapport aux voies institutionnelles de participation telles que l'engagement dans des partis politiques, que beaucoup perçoivent comme manquant de réactivité ou inefficaces à produire des changements.

Les acteurs internationaux qui s'engagent pour la gouvernance démocratique – y compris les gouvernements étrangers, les organisations gouvernementales internationales, les agences de développement bilatérales et les ONG internationales, ainsi que les fondations privées et politiques – se trouvent face à un dilemme stratégique. D'une part, ils visent à encourager la participation démocratique et les mouvements de la société civile, dans les deux cas pour des raisons normatives et parce que les politiques plus inclusives font les meilleurs partenaires de long terme pour

les intérêts stratégiques essentiels. Les gouvernements de cette nature sont plus stables, sont des interlocuteurs commerciaux plus forts, plus à même de sécuriser leurs régions et plus susceptibles de trouver un terrain d'entente géopolitique avec les démocraties européennes. D'autre part, un engagement mal organisé peut saper les dynamiques locales ou provoquer des accusations d'ingérence étrangère. La marge de manœuvre est encore réduite par le besoin de maintenir des relations diplomatiques et de protéger les partenariats stratégiques avec les gouvernements, qui considèrent les mouvements de protestation comme une menace pour leur pouvoir. Ces contraintes rendent plus compliqué un engagement significatif dans des mouvements de protestation, même pour des acteurs externes dont les intérêts à long terme s'alignent fortement sur leurs revendications.

Même si en théorie un cadre démocratique fournit plus d'espace pour un engagement constructif que les régimes autoritaires, cet espace est en voie de diminution. Les gouvernements sous pression ont réagi par des restrictions des libertés civiles, prenant des mesures répressives à l'égard des chefs des mouvements de protestation, ou propageant des narratifs manifestement anti-impérialistes contre les acteurs étrangers. Dans le contexte d'une concurrence géopolitique accrue, les gouvernements étrangers peuvent également hésiter à chercher la confrontation avec des partenaires à qui ils accordent une importance stratégique. Compte-tenu de ces dynamiques, il est particulièrement important d'examiner à la fois les limites et les opportunités d'un engagement externe dans des contextes démocratiques, dans lesquels les attentes sont souvent plus fortes, mais les coûts politiques d'une action restent significatifs.

Sur cet arrière-plan, l'objectif de la présente étude est double. Premièrement, elle cherche à approfondir la compréhension des dynamiques contemporaines de protestation dans les démocraties africaines. C'est ce qu'elle fait en examinant les protestations contre le projet de loi de finances 2024 au Kenya et les protestations de 2024 contre le report de l'élection présidentielle au Sénégal. Celles-ci ont fait partie des vagues de contestation les plus significatives de l'année en termes d'échelle et d'impact politique.³

¹ Marks, Zoe, 2024, "African Popular Protest and Political Change," *Journal of Democracy*, John Hopkins University Press 35, no. 3, <https://www.journalofdemocracy.org/articles/african-popular-protest-and-political-change/>.

² Dorward, Nick and Sean Fox, 2022, "Population pressure, political institutions, and protests: A multilevel analysis of protest events in African cities," *Political Geography* 99, <https://doi.org/10.1016/j.polgeo.2022.102762>.

³ A l'automne 2025, des protestations de grande ampleur ont éclaté en Tanzanie et à Madagascar. Celles-ci auraient été pertinentes de par leur échelle et leur impact,

Sur le continent africain, le Sénégal et le Kenya sont de plus des partenaires clés pour les gouvernements étrangers. L'analyse est axée sur la manière dont les protestations se sont déroulées, avec les personnes ou groupes qui se sont mobilisés, et la façon dont l'engagement des acteurs internationaux a été perçu par les protestataires. Deuxièmement, la présente étude élabore des recommandations à l'adresse des acteurs internationaux, à savoir comment répondre de façon à renforcer les droits démocratiques et l'espace civique sans augmenter les risques pour les mouvements de protestation ou compromettre leurs partenariats.

Les conclusions de la présente étude s'appuient sur l'analyse de rapports médiatiques, de publications pertinentes et de documents stratégiques des groupes de protestation. Ceci est complété par 22 interviews en ligne, menées en octobre et novembre 2025 avec des acteurs de la protestation et des acteurs internationaux au Kenya (12 interviews) et au Sénégal (10 interviews)⁴. La plupart des interviews (73 pour cent) ont été menées avec des acteurs de la protestation – y compris des militants individuels, des groupes locaux de la société civile, des initiatives populaires, des mouvements sociaux et féministes – tous directement impliqués dans la mobilisation et l'organisation. L'examen des points de vue recueillis a permis un approfondissement de la connaissance des dynamiques de protestation et de la manière dont les militants perçoivent l'engagement international. Les interviews restantes (27 pour cent), avec des fondations politiques et des diplomates, ont fourni un regard externe sur les choses, sur la base d'observations supplémentaires concernant les possibilités et les limites d'une action internationale durant les périodes de mobilisation.

Sur la base d'une analyse comparative, la présente étude fait ressortir six résultats clés :

1. Une mobilisation large et inclusive est la clé du succès.
2. La mobilisation reflète des changements générationnels et organisationnels.
3. Les espaces numériques importent, mais sont tributaires des accès et des réseaux hors ligne.
4. Les mouvements « spontanés » se basent sur des réseaux existants et des expériences antérieures, qui ont souvent bénéficié du soutien des donateurs.
5. Les signaux diplomatiques déterminent la façon dont les protestataires interprètent la crédibilité internationale – et divergent souvent des attentes de ceux-ci.
6. L'aide des donateurs internationaux est risquée, mais utile et bienvenue en-dehors des cycles de protestation.

Partant de ces résultats, la présente étude élabore cinq recommandations à l'adresse des acteurs internationaux intéressés par les mouvements de protestation pro-démocratiques.

1. Les fondations privées et les ONG internationales devraient rapidement apporter leur soutien durant les pics de manifestation et anticiper les risques de mésinformation et de désinformation.
2. Les acteurs internationaux devraient utiliser les forums internationaux pour mieux faire entendre les voix locales, afin d'empêcher la répression et de renforcer les droits démocratiques.
3. Selon le contexte, les gouvernements étrangers devraient équilibrer pression publique et diplomatie « par la porte de derrière » pour agir contre la répression.
4. Les donateurs devraient renforcer l'infrastructure civique en guise d'investissement de long terme.
5. Les donateurs devraient privilégier des partenaires sur la base de leur légitimité, leur expérience en matière de mobilisation et leur ouverture au soutien international.

mais elles ne se sont développées qu'au moment de la rédaction. Elles n'ont donc pas pu être retenues comme études de cas.

⁴ La plupart des interviews pour l'étude du cas du Sénégal ont eu lieu en Français. Toutes les citations directes ont été traduites par l'auteur.

Les protestations de la crise électorale du Sénégal en 2024

Contexte et éléments de déclenchement

Longtemps considéré comme la démocratie la plus stable en Afrique de l'Ouest, le Sénégal a été frappé en 2024 par une crise politique sans précédent. Début février, le président Macky Sall avait signé un décret reportant à une date indéterminée l'élection présidentielle prévue initialement le 25 février 2024. Quelques jours plus tard, l'Assemblée nationale fixait comme nouvelle date le 15 décembre 2024, prolongeant la présidence de Sall au-delà de la limite constitutionnelle de deux mandats.

Un large éventail de personnes de la société sénégalaise s'est opposé à cette décision, considérée par beaucoup comme la tentative de Sall de se maintenir au pouvoir. Sall a justifié le report en invoquant une corruption possible parmi les juges du Conseil constitutionnel, qu'il a accusés de manipuler l'éligibilité de candidats, affirmation jugée bien commode par ses détracteurs. Les groupes de la société civile et les acteurs politiques lui ont reproché ce « coup d'État constitutionnel », soulignant que seule la Cour constitutionnelle était habilitée à retarder les élections.⁵

Rien de tout cela n'a surgi de nulle part. Depuis 2021, l'administration de Sall a renforcé sa mainmise sur l'espace civique et l'opposition politique. En particulier, que le célèbre leader de l'opposition Ousmane Sonko – initialement accusé de viol et de trouble de l'ordre public, ensuite condamné pour « corruption de jeunes » – soit poursuivi en justice a été vu généralement comme ayant une motivation politique, à savoir bloquer sa candidature.⁶ Les vagues de manifestations ainsi déclenchées ont été violemment réprimées par les forces de sécurité, entraînant au moins 60 morts, 1000 blessés et 2000 arrestations en février 2024, selon Amnesty International.⁷ L'administration de Sall a répondu par l'interdiction des manifestations, par la disso-

lution de PASTEF, le parti politique de Sonko, en introduisant un nouveau code de la presse pour une réglementation plus stricte des médias et par des coupures répétées du réseau Internet.⁸ Ces mesures ont engendré un sentiment de recul démocratique généralisé, sur la toile de fond de difficultés économiques persistantes suite à la pandémie de COVID-19 et d'un chômage massif des jeunes.⁹

Dans ces circonstances, l'annonce du report de l'élection présidentielle a été un point de bascule. Les manifestants ont réclamé des élections avant le 2 avril 2024, date à laquelle le mandat de Sall devait expirer selon la Constitution.¹⁰ Dans un pays qui – contrairement à bon nombre de ses voisins – n'avait pas connu de coup d'État depuis son indépendance, cette manœuvre a déclenché l'alarme, au plan national et international.¹¹ La Cour constitutionnelle est intervenue le 15 février 2024, déclarant le report inconstitutionnel et exhortant le gouvernement à organiser des élections le plus rapidement possible.¹²

En fin de compte, c'est Bassirou Diomaye Faye qui a remporté les élections du 24 mars 2024, devenant Président avec Sonko comme premier ministre. Ceci fut considéré comme une victoire importante pour la démocratie en Afrique de l'Ouest, où les récents coups d'État du Mali, du Burkina Faso, du Niger, du Gabon et de la Guinée avaient de plus en plus divisé la région. La mobilisation qui a forcé le rétablissement de l'ordre constitutionnel n'était pas un simple mouvement de protestation, mais un acte de défense démocratique collective.

5 CIVICUS, 2024, "Senegal's Democracy Passes Crucial Test," CIVICUS LENS, <https://tinyurl.com/2hpy3bb3> ; Rich, David, 2024, "How Senegal's presidential election was postponed, reinstated and moved up," France24, <https://tinyurl.com/e5rmj5xj>.

6 Freedom House, "Freedom in the World 2022, Senegal," <https://freedomhouse.org/country/senegal/freedom-world/2022>.

7 Freedom House, "Freedom in the World 2022, Senegal," <https://freedomhouse.org/country/senegal/freedom-world/2022> ; Amnesty International, 2024, "Senegal: Authorities must investigate killings and police brutality against protesters," <https://tinyurl.com/34rwk28w>.

8 Dione, Ngouda, 2024, "Senegal cuts internet again amid widening crackdown on dissent," Reuters, <https://tinyurl.com/yza62x5h> ; Access Now, 2024, "#KeepItOn: Senegalese authorities must immediately reinstate mobile internet access to all," <https://tinyurl.com/2b6sytw>.

9 Freedom House, "Freedom in the World 2022, Senegal," <https://freedomhouse.org/country/senegal/freedom-world/2022>.

10 NEWS WIRES, 2024, "Thousands of Senegalese march in first authorized protest since election postponement," France24, <https://tinyurl.com/bypetzcn>.

11 Council of the European Union, 2024, "Senegal: Statement by the High Representative on behalf of the European Union," <https://tinyurl.com/3nnvnb4e> ; Miller, Matthew, 2024, "Postponement of Election in Senegal," U.S. Department of State, <https://tinyurl.com/5352htz5> ; Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, 2024, "Sénégal - Déclaration du porte-parole adjoint du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (4 février 2024)," <https://tinyurl.com/4jmkc24s>.

12 The Economist, 2024, "Senegal's judges stand up for the constitution," <https://tinyurl.com/3ewnu7a>.

Acteurs et stratégies des protestations

Unir les forces en deux coalitions majeures : Aar Sunu Election et F24

Le report de l'élection présidentielle début 2024 a marqué un tournant dans la trajectoire politique du Sénégal. Cette manœuvre sans précédent a été grandement perçue comme une menace directe pour les fondements démocratiques du pays et a été condamnée à travers toute la société. Organisations de la société civile, partis politiques, candidats à la présidentielle et mouvements sociaux ont rapidement uni leurs forces et se sont mobilisés contre une éventuelle prise de pouvoir de Sall. Deux grandes coalitions ont été la clé de la mobilisation au début de l'année 2024 : *Les Forces Vives du Sénégal* (F24) et *Aar Sunu Election*.

En réponse à l'incertitude croissante quant à un éventuel troisième mandat, F24 a été lancée en avril 2023. Regroupant plus de 250 organisations, notamment des partis politiques, syndicats, organisations de la société civile, mouvements sociaux et personnalités indépendantes, F24 est devenue la plateforme la plus inclusive alors existante. Les inquiétudes au sujet d'une cooptation politique ont mené à la création d'une nouvelle plateforme explicitement non-partisane de la société civile, *Aar Sunu Election* (« Protégeons notre élection » en Wolof, la langue la plus répandue au Sénégal), lancée officiellement le 8 février 2024, quelques jours après l'annonce du report.

Réorganisation avec large mobilisation face à une démocratie menacée

Une des raisons majeures pour la création efficace des deux grandes coalitions a sans doute été le passage de la mobilisation pour la défense de Sonko à un objectif plus vaste, à savoir la protection existentielle de la démocratie. Cette réorganisation a permis à un ensemble très diversifié d'acteurs de se rallier à une cause commune. Les protestations de 2021 à 2023 se sont largement concentrées sur les arrestations et poursuites de Sonko, que beaucoup considéraient déjà comme des violations des droits démocratiques, visant à empêcher celui-ci de participer à la course à la présidence en 2024. Mais ceci a finalement changé lorsque Sall a décidé de remettre l'élection présidentielle aux calendes grecques, acte largement dénoncé par les groupes de protestation comme un coup d'Etat « constitutionnel » et une menace directe pour l'ordre démocratique du Sénégal.

gal. On notera que le profil démographique des contestataires a lui aussi changé : Tandis que Sonko, avec son narratif anti-establishment et son programme politique centré sur la jeunesse, attirait surtout de jeunes sympathisants, les manifestations électorales de 2024 ont également poussé des générations plus âgées à descendre dans la rue.¹³

Sur base de ce changement, la lutte est passée d'une compétition partisane à une défense systémique de la démocratie, attirant un éventail d'acteurs plus large et plus hétérogène, qui ont rallié leurs forces au sein des deux grandes coalitions, à savoir F24 et *Aar Sunu Election*. Le F24, par exemple, a indiqué dans sa déclaration que le Sénégal connaissait « la crise démocratique la plus sérieuse et complexe [...] de son histoire politique », crise qu'il considérait comme « une menace sérieuse pour la stabilité du pays. »¹⁴ Dans une déclaration publique en réponse à l'ajournement de l'élection, *Aar Sunu Election* a appelé les citoyens sénégalais « soucieux de préserver les acquis démocratiques » à se mobiliser en masse par le biais de canaux hors ligne et en ligne.¹⁵

Organisations professionnalisées de la société civile, acteurs politiques et militants expérimentés ont pu se mobiliser rapidement

Les groupes de protestation qui se sont mobilisés début 2024 s'appuyaient sur une solide expérience et des liens étroits avec des luttes antérieures contre les abus de pouvoir présidentiels. Ces réseaux existant de longue date ont permis une coordination rapide lorsque le report des élections a été annoncé.

L'initiative *Aar Sunu Election*, par exemple, a émergé de la coordination rapide entre des organisations déjà établies et en relation depuis longtemps, en l'occurrence l'ONG *Plateforme des Acteurs Non Étatiques* (PFAnE), l'initiative *Mobilisation nationale pour l'Engagement citoyen, la Souveraineté, l'Unité et la Refondation* (MESURE),¹⁶ et le *Collectif des Organisations de la Société Civile pour les Élections* (COSCE). La PFAnE a fourni les locaux pour le siège d'une nouvelle coalition, la MESURE a immédiatement édité une déclaration condamnant l'annonce de Sall d'un report des élections de début février 2024, et le COSCE a mobilisé les organisations expertes en matière d'élections. Parmi les fondateurs se trouvaient des personnalités indépendantes telles que Samba Berry, juriste et coordinateur de F24, et Abdoulaye Bousso, qui avait joué un rôle important dans la

¹³ Interview avec un représentant de *Aar Sunu Election*, 23 octobre 2025, en ligne ; BBC, 2021, "Senegal protests after opposition leader Ousmane Sonko arrested," <https://tinyurl.com/2s3jb4mv> ; Ba, Selly, 2021, "Die einzige Lösung für den Senegal ist, den Raum der Demokratie auszuweiten," Heinrich-Böll-Stiftung, <https://tinyurl.com/yc8e7mjr>.

¹⁴ F24 Memorandum, internal document.

¹⁵ Page Facebook de *Aar Sunu Election*, <https://tinyurl.com/27xsu85d> ; Al Jazeera, 2024, "Civil society urge nationwide strike, protest in Senegal after vote delay," <https://tinyurl.com/477s9th4>.

¹⁶ MESURE is an initiative launched in February 2023 by several civil society organizations such as LEGS Africa, NGO 3D and think tank network SENRTT to provide a platform for public debate to strengthen unity in Senegal ahead of the presidential elections in 2024. Pour plus d'informations, voir : PressAfrik, *Présidentielle 2024: une nouvelle initiative dénommée « Mesure » lancée par les organisations de la société civile*, <https://tinyurl.com/mrbe93zv>.

gestion de la pandémie de COVID-19.¹⁷ En l'espace de quelques semaines, *Aar Sunu Election* a rassemblé plus de 200 organisations et 80 personnalités indépendantes représentant un vaste éventail de la société civile. Divers syndicats, des ONG, associations de jeunes, mouvements féministes et citoyens, chefs religieux et organisations religieuses, ainsi que des universitaires ont participé à l'action collective contre le report de l'élection présidentielle.¹⁸

F24 a formé une coalition encore plus hétérogène à partir de groupes de la société civile et d'acteurs politiques. Parmi ses membres figurent des candidats à la présidence tels que Sonko, l'ancien maire de Dakar Khalifa Sall et l'ex premier ministre Aminata Touré, tous expérimentés en matière de mobilisation. Selon un représentant de F24, l'ancien syndicaliste Mamadou Mbodj, personnage clé du précédent mouvement de protestation M23 contre un troisième mandat du président sortant Wade en 2012, ce dernier est devenu coordinateur de la coalition pour éviter qu'elle soit sapée par un agenda partisan.

La force de F24 reposait sur une accumulation de capacités de mobilisation sur plus d'une décennie. Les mouvements sociaux tels que *Y'en a marre*, au centre de la résistance à la 3ème candidature du Président Abdoulaye Wade en 2011–2012, ont étendu leurs réseaux depuis et professionnalisé leurs structures par la mise en œuvre de plus en plus de programmes de perfectionnement des citoyens, notamment avec l'aide de donateurs internationaux, qui ont depuis investi dans des programmes d'engagement citoyen.¹⁹ Beaucoup de militants impliqués en 2024 s'étaient déjà mobilisés en 2021–2023 pour les manifestations contre les poursuites de Sonko, organisées en grande partie par le Front pour la Défense de la démocratie, dans lequel la PASTEF et *Y'en a marre* ont joué des rôles clés. Grâce à ces expériences, les deux coalitions ont pu bénéficier d'organismes chevronnés, de réseaux de confiance, et d'un riche répertoire de conflits, qui se sont avérés décisifs pour une action rapide et coordonnée en 2024.²⁰ Dans une large mesure, les deux coalitions étaient donc conduites par des organisations hautement professionnalisées de la société civile et des groupes politiques représentant des générations plus âgées dans un pays à la population très jeune.

Collaboration pragmatique avec les forces politiques pour renforcer la mobilisation

Comme déjà mentionné, *Aar Sunu Election* a pris au départ la décision délibérée de réunir uniquement des groupes de la société civile, excluant les candidats à la présidence et les partis politiques. Cette politique fut adoptée pour faire en sorte qu'ils « ne soient pas victimes de leurs manigances »²¹, comme l'a clairement souligné un représentant de *Aar Sunu Election*. La coalition voulait ainsi éviter que les intérêts politiques interfèrent avec son objectif premier de remettre le calendrier électoral sur les rails.

Durant la phase de mobilisation, le débat sur cette politique a cependant été réouvert, certains faisant valoir qu'une collaboration avec des acteurs politiques pourraient les aider à obtenir un plus fort impact. En guise d'acte symbolique, *Aar Sunu Election* avait par exemple organisé une fête de départ pour Sall, avec en fin de compte une participation très faible (« personne n'est venu. Il n'y avait que nous »²²).

Reconnaissant toutefois les contraintes d'une mobilisation, ils ont finalement collaboré avec les forces politiques se ralliant à la même cause.²³ Cela n'avait pas été décidé d'un commun accord, mais reflétait plutôt l'urgence ressentie à booster la force de mobilisation.²⁴ Le 29 février 2024, *Aar Sunu Election* a tenu une conférence de presse commune avec le *Front des Candidats à l'Élection Présidentielle du 25 Février*, représentant 16 des 19 candidats à la présidence, avec F24 et le *Front pour la Défense de la Démocratie*.²⁵

Diversification des tactiques sous la répression

F24 et *Aar Sunu Election* ont toutes deux combiné les manifestations avec d'autres activités de protestation moins risquées. Depuis sa formation, le 16 avril 2023, F24 a appelé à bon nombre de protestations pacifiques. Les changements de stratégie sont intervenus en réponse à une répression croissante.²⁶

L'évolution tactique de F24 illustre clairement ces change-

¹⁷ *Aar Sunu Election*, 2024, "Le pouvoir citoyen, rempart de la démocratie," <https://tinyurl.com/4heks4pv>.

¹⁸ *Aar Sunu Election*, 2024, "Le pouvoir citoyen, rempart de la démocratie," <https://tinyurl.com/4heks4pv>.

¹⁹ Folarinwa, Brice, 2024, "La Métamorphose de Y'en a marre," *SenePlus*, <https://tinyurl.com/5d6efbky>; Pour plus d'informations, voir : Y'en a marre, "Nos Projets," <https://tinyurl.com/2vkcs7td>; Interview d'un membre de l'organisation *Aar Sunu Election*, 22 Octobre 2025, en ligne.

²⁰ Mwakideu, Chrispin, 2021, "Senegal protesters back Sonko despite rape charges," <https://tinyurl.com/5dbnkkd4>; Ba, Selly, 2021, "Die einzige Lösung für den Senegal ist, den Raum der Demokratie auszuweiten," Heinrich-Böll-Stiftung, <https://tinyurl.com/yc8e7mjr>; Prause, Louisa, 2012, "Y'en a marre: Wer sind sie, wie mobilisieren sie und was fordern sie?," Standpunkte International 02/2012, Rosa-Luxemburg-Stiftung, https://www.rosalux.de/fileadmin/rls_uploads/pdfs/Standpunkte/Standpunkte_international/Standpunkte_int_02-2012.pdf.

²¹ Interview d'un représentant de *Aar Sunu Election*, 23 octobre 2025, en ligne.

²² Interview d'un représentant de *Aar Sunu Election*, 23 octobre 2025, en ligne.

²³ Interview avec un représentant de *Aar Sunu Election*, 23 octobre 2025, en ligne.

²⁴ *Aar Sunu Election*, 2024, "Le pouvoir citoyen, rempart de la démocratie," <https://tinyurl.com/4heks4pv>.

²⁵ Le Monde, 2024, "Crise au Sénégal : création d'un front commun pour une présidentielle avant le 2 avril," <https://tinyurl.com/3yucap2>; Mis sur Facebook par *Aar Sunu Election*, 2024, <https://tinyurl.com/2s4j9n4>.

²⁶ Research on social movements shows that such tactical diversification is common when repression escalates, allowing groups to sustain mobilization through symbolic protest, stay-at-home actions, and dispersed activities. Pour plus d'informations, voir : Chenoweth, Erica and Stephan, Maria J., 2012, "Why Civil Resistance Works. The Strategic Logic of Nonviolent Conflict," <https://cup.columbia.edu/book/why-civil-resistance-works/9780231156837/>.

ments. Après sa formation du 16 avril 2023, la coalition a organisé différentes protestations pacifiques, à commencer par une grande manifestation, le 12 mai 2023, qui a apparemment poussé des milliers de personnes à descendre dans la rue.²⁷ Bien que le gouvernement ait rapidement interdit toute manifestation, ils ont tout d'abord continué à en organiser.²⁸ Après que les forces de l'ordre aient dispersé une manifestation interdite au moyen de gaz lacrymogène, le groupe a adopté des formes de protestation symboliques pour réduire les risques de répression violente, comme l'a indiqué un représentant de F24.²⁹ À partir de là, ils ont tenu des conférences de presse et organisé d'autres formes de protestation, telles que porter des vêtements blancs le vendredi. Certains membres ont continué à organiser des manifestations, mais sans que celles-ci fassent partie de l'effort collectif de F24.³⁰

Aar Sunu Election a adopté un mix de tactiques similaire. Dans une déclaration publique parue le 8 février 2024, la coalition a demandé « le rétablissement du calendrier électoral républicain »³¹, a fait appel à la Cour Constitutionnelle et à la Cour Suprême pour agir en conséquence, et a appelé à une mobilisation de masse des citoyens sénégalais. Ils ont demandé aux musulmans de porter du blanc le 9 février, ainsi que les couleurs du drapeau sénégalais, pour signaler ainsi leur colère.³² La tactique de porter du blanc le vendredi rejoint en particulier une stratégie adoptée par F24 après l'interdiction de ses manifestations.

En même temps, *Aar Sunu Election* a organisé une marche silencieuse le 17 février 2024, donc deux jours après la décision de la Cour Constitutionnelle, dont on dit qu'elle a réuni des milliers de participants.³³ L'initiative a également organisé un vote symbolique le 25 février, date prévue initialement pour l'élection présidentielle.³⁴ En plus de la mobilisation des citoyens pour maintenir la pression de l'opinion publique, *Aar Sunu Election* a ciblé les médias nationaux et internationaux (pour plus d'infos, cf. ci-dessous) pour faire la lumière sur ce qui se passait au Sénégal, afin que le gouvernement soit tenu responsable de ses actions.³⁵

Engagement avec des acteurs internationaux

Une affaire qui ne doit regarder que le Sénégal

La mobilisation de masse contre le report de l'élection présidentielle était tout d'abord et avant tout l'affaire du Sénégal. Presque tous les acteurs des protestations et interlocuteurs internationaux ont insisté là-dessus dans les interviews menées pour la présente étude. Un représentant de *Aar Sunu Election* a de plus souligné : « Cette initiative était l'affaire du Sénégal [...] elle a été créée pour résoudre un problème spécifique affectant les Sénégalais. Il est préférable que les Sénégalais s'occupent eux-mêmes de la manière de gérer la situation. »³⁶

Protéger sa propriété constitue toujours une priorité, indépendamment du degré d'ouverture à un engagement international que présentent les groupes de protestation. La plupart des interlocuteurs ont indiqué être généralement enclins à s'engager avec des partenaires étrangers, si cela pouvait servir leurs propres objectifs. Un représentant d'une organisation membre de F24 a souligné : « Nous sommes très ouverts, mais pour être clair, aucun donateur, aucun partenaire, aucune organisation [...] n'a le droit de nous dire ce que nous devons faire ni comment nous devons le faire. »³⁷ Il importe de noter que les groupes tels que *FRAPP* – *France Dégage*, dont l'identité repose sur l'anti-impérialisme, adoptent une attitude très critique envers les acteurs internationaux.³⁸ C'est pourquoi *FRAPP* et d'autres groupes similaires sont susceptibles de rejeter toute forme d'engagement international pour éviter les influences étrangères.

Sensibilisation d'acteurs internationaux pour donner plus de voix

Pour des raisons stratégiques, les groupes de protestation ont tenté d'atteindre des acteurs internationaux pour amplifier la voix des Sénégalais et augmenter la pression sur l'administration de Sall, afin qu'elle finisse par organiser des élections dans les meilleurs délais. Beaucoup d'interlocuteurs ont mentionné qu'ils ciblaient particulièrement les médias et la diaspora du monde entier pour attirer l'attention internationale sur la mission de « surveiller ce qu'il

27 Churm, Philip Andrew, 2024, "Protesters take to the streets of Dakar against Senegal President Sall," *africanews*, <https://tinyurl.com/2d3nfdpp> ; Idrac, Charlotte, 2023, "Sénégal: des milliers de manifestants à Dakar contre une éventuelle 3e candidature de Macky Sall," RFI, <https://tinyurl.com/3ww747aw>.

28 La Vie Senegalaise, "Interdiction de la Manifestation à Dakar de la plateforme F24," <https://tinyurl.com/yc7z8vd5>.

29 Interview d'un représentant de *Aar Sunu Election*, 22 octobre 2025, en ligne.

30 Interview d'un représentant de *Aar Sunu Election*, 22 octobre 2025, en ligne.

31 Page Facebook de *Aar Sunu Election*, <https://tinyurl.com/27xsu85d>.

32 Page Facebook de *Aar Sunu Election*, Al Jazeera, 2024, "Civil society urge nationwide strike, protest in Senegal after vote delay," <https://tinyurl.com/477s9th4>.

33 NEWS WIRES, 2024, "Thousands of Senegalese march in first authorized protest since election postponement," *France24*, <https://tinyurl.com/bypetzcn> ; Jeune Afrique, 2024, "Opposants libérés, marche dans le calme... Au Sénégal, un week-end dans l'apaisement," <https://tinyurl.com/3fx5zvch>.

34 Chemam, Melissa, 2024, "Symbolic votes replace real polls as Senegalese declare a day of 'mourning' for democracy," RFI, <https://tinyurl.com/4pyzrrnx> ; *Aar Sunu Election*, 2024, "Le pouvoir citoyen, rempart de la démocratie," <https://tinyurl.com/4heks4pv>.

35 Interview d'un coordinateur de *Aar Sunu Election*, 17 octobre 2025, en ligne.

36 Interview avec un représentant de *Aar Sunu Election*, 17 octobre 2025, en ligne.

37 Interview d'une organisation membre de F24, 23 octobre 2025, en ligne.

38 Pour plus d'informations, voir : Site de *Frapp*, <https://frappsn.org/>.

se passe. »³⁹ Certains ont également contacté des diplomates, les exhortant à utiliser leurs voies de communication avec le gouvernement pour le convaincre de respecter le calendrier électoral.⁴⁰ D'autres ont voulu atteindre des personnalités publiques ayant collaboré avec l'administration de Sall, telles que des politiciens, mais aussi des organisations d'autres pays, se servant du « name-shaming or name-dropping »⁴¹ pour les inciter à la collaboration.

Déception à l'égard des gouvernements étrangers, hormis les États-Unis

Les acteurs de la protestation ont apprécié la reprise de l'affaire par les médias internationaux et la solidarité internationale de la diaspora sénégalaise. Les gouvernements étrangers présentaient un tableau beaucoup moins homogène. Tandis qu'un grand nombre faisait ressortir positivement la réaction forte et rapide des États-Unis, les déclarations publiques d'autres gouvernements étrangers étaient considérés comme manquant de fermeté. Une personne interviewée a par exemple demandé : « Pouvez-vous prendre la parole comme l'a fait le gouvernement des USA ? »⁴² En effet, les États-Unis ont employé des mots forts dans leur déclaration publique du 6 février, par laquelle ils soulignaient que la décision d'ajourner l'élection « ne pouvait pas être considérée comme légitime, » et « exhortaient » le gouvernement du Sénégal à respecter la constitution.⁴³ L'Union européenne en revanche a usé d'un langage plus diplomatique et circonspect.⁴⁴ En outre, d'autres ont également critiqué les gouvernements étrangers pour avoir agi plus résolument face aux coups d'État militaires au Sahel que dans le cas de l'élection présidentielle ajournée, perçue comme un coup constitutionnel. Un représentant de *Aar Sunu Election* a expliqué qu'« un coup d'État était en train de se tramer. Pas militaire, mais cela ne changeait rien au fait qu'on tentait d'employer la manière forte pour priver les citoyens de leurs droits constitutionnels ».⁴⁵ Suite à cela, beaucoup auraient apprécié une réaction plus forte des gouvernements étrangers.

Pas de soutien des donateurs durant la mobilisation, mais nécessaire en-dehors des cycles de protestation

Presque toutes les personnes interviewées ont mis en évidence qu'il n'y avait pas eu de soutien de la part des donateurs dans la phase de mobilisation. Ceci reflétait à la fois le besoin de préserver les protestations en tant que propriété des Sénégalais et les risques liés à une implication externe, y compris la mise en péril du mouvement ou les accusations d'ingérence étrangère.⁴⁶ Les recherches font également apparaître que souvent, les donateurs ne sont ni capables ni enclins à intervenir rapidement à de tels moments.⁴⁷ De plus, l'aide au financement n'était pas vraiment nécessaire à ce stade : Les coalitions de contestataires ont mobilisé les ressources de leurs membres et ont pu compter sur l'infrastructure existante ainsi que sur le bénévolat.⁴⁸ Certaines personnes interviewées ont également relevé que le soutien des donateurs aurait pu être utile, s'agissant de mécanismes de réponse rapide tels que l'aide juridique en cas d'arrestation ou de harcèlement par la police.⁴⁹

D'une manière générale, le soutien des donateurs a été considéré comme spécialement utile avant et après la mobilisation. Certaines organisations clés de la société civile ont bénéficié de la collaboration avec des donateurs internationaux. La PFAnE, qui a hébergé *Aar Sunu Election* dans ses locaux, a par exemple bénéficié de subventions de la Commission Européenne pour faciliter les échanges entre les acteurs non étatiques et l'État.⁵⁰ Selon les propos recueillis, un tel soutien à long terme devrait également revenir à l'instruction civique et servir au renforcement de la société civile, de manière à ce qu'ils aient « les moyens d'agir ... en temps de crise. »⁵¹ Si les donateurs ont renforcé les capacités de certains groupes de contestataires, ce n'était néanmoins pas dans l'intention de soutenir délibérément d'éventuelles protestations. Ils ont de plus fait ressortir l'importance stratégique d'un apprentissage transfrontalier, notant que les échanges avec leurs pairs confrontés à des formes similaires de répression ou de recul démocratique aidaient les militants à apprendre « l'art de la mobilisation » et à renforcer leur impact.⁵² Les initiatives existantes dans cet espace ont été considérées comme de grande valeur.

39 Interview d'un journaliste sénégalais, 17 octobre 2025, en ligne.

40 Interview d'un représentant de *Aar Sunu Election*, 23 octobre 2025, en ligne.

41 Interview d'une organisation membre de *Aar Sunu Election*, 30 octobre 2025, en ligne.

42 Interview d'un représentant de *Aar Sunu Election*, 23 octobre 2025, en ligne.

43 Miller, Matthew, 2024, "Postponement of Election in Senegal," U.S. Department of State, <https://tinyurl.com/5352htz5>.

44 Council of the European Union, 2024, "Senegal: Déclaration du haut représentant au nom de l'Union européenne," <https://tinyurl.com/3nnv4e>.

45 Interview d'un représentant de *Aar Sunu Election*, 23 octobre 2025, en ligne.

46 Interview d'un représentant de *Aar Sunu Election*, 22 octobre 2025, en ligne.

47 Hensing, Jakob, Melissa Li, Julia Friedrich and Philipp Rotmann, 2023, "Supporting Civil Society in Acute Crises," Global Public Policy Institute, <https://gppi.net/2023/03/14/supporting-civil-society-in-acute-crises>.

48 Interview d'un représentant de *Aar Sunu Election*, 17 octobre 2025, en ligne.

49 Interview d'un représentant de *Aar Sunu Election*, 23 octobre 2025, en ligne ; Interview d'une organisation membre de *Aar Sunu Election*, 30 octobre 2025, en ligne.

50 Plateforme Des Acteurs Non-Étatique, <https://www.plateforme-ane.com/apropos/>.

51 Interview d'un représentant de *Aar Sunu Election*, 23 octobre 2025, en ligne.

52 Interview d'une organisation membre de *Aar Sunu Election*, 22 octobre 2025, en ligne.

Protestations contre le projet de loi de finances 2024 au Kenya

Contexte et éléments de déclenchement

En 2024, le Kenya a connu l'une des plus grandes vagues de mobilisation depuis les violences post-électorales de 2007-2009. Le projet de loi de finances de cette année-là – comprenant une série de hausses fiscales sans précédent sur des biens et services essentiels – a déclenché des protestations dans tout le pays. C'est une génération de jeunes Kényans d'une grande habileté numérique et organisés sur TikTok et X sous le hashtag #RejectFinanceBill2024, qui a poussé à la mobilisation. Ces protestataires – connus également sous le nom de Gen Z en raison du jeune âge des militants – ont attiré une grande attention régionale et internationale en précipitant le pays dans une grave crise politique.

Le point de départ des manifestations était le projet de loi de finances 2024.⁵³ La hausse des taxes sur des produits essentiels qu'il prévoyait aurait augmenté sensiblement le coût de la vie, à un moment où les Kényans souffraient encore des conséquences économiques de la pandémie de COVID-19.⁵⁴ Une des personnes interviewées a expliqué qu'un jeune étudiant sans revenu fixe voyait ces mesures comme « une taxation par le gouvernement des produits de base lui permettant de survivre ».⁵⁵ Les jeunes gens se sentaient particulièrement ciblés, dans la mesure où la taxation touchait aussi l'espace numérique.⁵⁶

Des milliers de jeunes Kényans sont descendus dans la rue le 18 juin 2024, lorsque le parlement a procédé à la deuxième lecture du projet de loi. Après quoi il y a eu une série de protestations avant que la manifestation du 25 juin devienne extrêmement chaotique et violente, et que des manifestants prennent d'assaut le parlement, mettant le

feu au bâtiment et détruisant des bureaux.⁵⁷ Les militants ont avancé que des « casseurs avaient été engagés » pour infiltrer le mouvement de protestation.⁵⁸ Les forces de sécurité kényanes ont répondu par des tirs à balles réelles, faisant 39 morts.⁵⁹ Le bilan de cette manifestation a été le plus lourd de toute la vague de protestations, qui a fait en tout 60 morts, 80 enlèvements et 2000 arrestations arbitraires avec les manifestations subséquentes de décembre 2024.⁶⁰

Le 26 juin 2024, un jour après la prise d'assaut du parlement, le président kényan William Ruto annonçait qu'il allait retirer le projet de loi de finances. Même si c'est ce projet de loi qui avait catalysé la mobilisation au départ, les plaintes ont rapidement pris de l'ampleur. Les protestataires ont dénoncé la brutalité de la police, la corruption, l'augmentation du coût de la vie et l'aggravation du chômage des jeunes. Le hashtag #RutoMustGo a gagné du terrain sur les réseaux sociaux,⁶¹ reflétant une toujours plus grande perte de confiance en l'administration et la frustration face aux promesses non tenues, en particulier celles de Ruto, qui, dans sa campagne de réélection de 2022, s'était engagé à faciliter la vie des Kényans travaillant dur. Il a été accusé de taxer les citoyens kényans au lieu de cela, tandis qu'il donnait carte blanche aux membres du gouvernement, qui pouvaient continuer à mener un train de vie opulent.⁶²

La gronde de la rue était également dirigée contre le Fonds Monétaire International (FMI), critiqué pour exercer une influence occidentale sur le gouvernement kényan, influence perçue également comme une forme de néo-colonialisme.⁶³ Faisant initialement partie d'un programme du FMI en réponse au COVID-19, le projet de loi de finances

⁵³ ACLED, 2024, "Anti-tax demonstrations spread nationwide and highlight Kenya's structural challenges," juillet 2024, <https://tinyurl.com/8z82ctpf>.

⁵⁴ Liverseed, Claudia, 2025, "Kenya Finance Bill Protests," The Nonviolence Project, <https://thenonviolenceproject.wisc.edu/2025/04/29/kenya-finance-bill-protests/> ; Interview avec un représentant des donateurs, 16 octobre 2025, en ligne.

⁵⁵ Interview avec un représentant des donateurs, 15 octobre 2025, en ligne.

⁵⁶ Interview d'un acteur des protestations, 21 octobre 2025, en ligne.

⁵⁷ Elias, Meron, 2024, "What is Behind Kenya's Protest Movement?," International Crisis Group, <https://tinyurl.com/4jfwatcz>.

⁵⁸ Publication sur X par Boniface Mwangi, <https://x.com/bonifacemwangi/status/1805671120936616336?s=48>.

⁵⁹ Mule, Daniel, 2024, "Update on the Status of Human Rights in Kenya during the Anti-Finance Bill Protests, Monday July 1, 2024," <https://tinyurl.com/2dzxndnb>.

⁶⁰ Amnesty International, 2025, Rapport annuel 2024 : Still Here, <https://www.amnestykenya.org/2024-annual-report-still-here/>.

⁶¹ Chenrose, Ali, 2024, "How Kenya's tax bill protests spread online," DFRLab, <https://tinyurl.com/yj6akm45>.

⁶² Elias, Meron, 2024, "What is Behind Kenya's Protest Movement?," International Crisis Group, <https://tinyurl.com/4jfwatcz> ; Chenrose, Ali, 2024, "How Kenya's tax bill protests spread online," DFRLab, <https://tinyurl.com/yj6akm45> ; Wanderi, Kamau and Herald Aloo, 2024, "Kenya: How opulence of Ruto's allies sparked public anger before protests," The Africa Report, <https://tinyurl.com/scf46bav>.

⁶³ Kaboub, Fadhel, 2024, "Why are the US and IMF imposing draconian austerity measures on Kenya?," The Guardian, <https://tinyurl.com/kmmecv2a> ; Interview d'un acteur des protestations, 29 octobre 2025, en ligne.

2024 était censé réunir 2,7 milliards de USD supplémentaires pour rembourser un prêt de 3,9 milliards de USD du FMI.⁶⁴ Selon certains interlocuteurs, le narratif dominant des protestataires était qu'ils devaient supporter la charge de l'énorme dette publique, alors qu'ils n'avaient pas profité de l'aide, et devaient faire face à un fort chômage des jeunes.⁶⁵

A la mi-juillet 2024, Ruto a dissolu presque tout son cabinet, alors que les manifestations s'étendaient à toute la nation. Seuls sont restés le ministre des affaires étrangères et le vice-président, tandis que Ruto annonçait ses plans, à savoir former un « gouvernement sur une base plus large »⁶⁶ Cette décision fut prise peu de temps après que Ruto et le chef de l'opposition Raila Odinga – récemment décédé – soient parvenus à un accord – largement considéré comme le point culminant du processus de cooptation en cours.⁶⁷

Globalement, les protestations contre le projet de loi de finances ont montré le pouvoir de l'action civique. Les mobilisations impulsées par Gen Z ont marqué un tournant : Elles ont fait ressortir le profond ancrage des griefs économiques et du mécontentement à l'égard du gouvernement, et surtout elles ont amené une nouvelle génération de protestataires et de stratégies aux premiers rangs.

Acteurs et stratégies

D'une mobilisation partant de l'opposition à une nouvelle logique de protestation : « sans leader, sans tribu et sans parti »

Jusqu'à une période récente, les protestations à grande échelle au Kenya étaient généralement organisées et conduites par l'opposition politique. Durant les cycles de protestation antérieurs, le chef de l'opposition Raila Odinga, du Mouvement Démocratique Orange et premier ministre de 2008 à 2013, a joué un rôle central. Pour reprendre les termes de l'une des personnes interviewées, Raila « est devenu synonyme de protestation [...]. Il pouvait appeler à la contestation à n'importe quel moment, les gens répondaient présents. Ainsi, il était synonyme de protestation. Il était notre père de la protestation. »⁶⁸

Le projet de loi de finances 2024 a rompu avec cela. Les protestataires ont adopté une nouvelle logique de protestation avec le slogan : « sans leader, sans tribu et sans parti » pour protéger le mouvement de la répression et de la cooptation politique. Comme l'a expliqué un interlocuteur, « le gouvernement ne pouvait pas désigner une personne en particulier et dire : si nous l'invitons à une table pour négocier avec elle, cela marchera. »⁶⁹

Tandis que l'expression « sans leader » implique que le mouvement rejetait toute forme de leadership, les personnes interviewées impliquées dans les protestations ont dressé un tableau plus nuancé : Les protestataires rejetaient massivement le leadership hiérarchique, c'est-à-dire d'être menés par un seul individu ou groupe. Au lieu de cela, les protestations contre le projet de loi de finances 2024 étaient structurés en termes de « leadership horizontal »,⁷⁰ avec de multiples organisations et individus poursuivant des actions décentralisées.⁷¹ De cette manière, le mouvement a élargi sa prise en main et réduit sa vulnérabilité. En bref, le mouvement de protestation fonctionnait « avec des leaders multiples, non avec un seul. »⁷²

De politiques axées sur les tribus et les ethnies à une mobilisation fondée sur les enjeux

L'absence de leader issu d'une communauté ethnique, d'une tribu ou d'un parti politique spécifique a également facilité l'obtention d'aide à travers les différentes communautés. Plusieurs interlocuteurs ont souligné que les politiques kényanes étaient habituellement sous-tendues par une appartenance ethnique ou tribale. Néanmoins, les protestations de 2024 ont vu « adopter une pensée collective dans laquelle tout le monde était sur pied d'égalité, toutes les tribus étaient égales. »⁷³ De ce fait, la mobilisation a passé explicitement de politiques axées sur les tribus et ethnies à des politiques fondées sur les enjeux et se concentrant sur les griefs à propos du coût de la vie, sur la gouvernance et les responsabilités. Cette restructuration a facilité l'extension de la portée et de la légitimité des protestations à des circonscriptions qui n'avaient pas l'habitude de manifester ensemble.⁷⁴

⁶⁴ Human Rights Watch, 2024, "Kenya/FMI: Align Economic Reform with Rights," <https://tinyurl.com/2ve4peb9> ; Eickhoff, Karoline, 2025, "Crisis of Debt or Crisis of Confidence? Kenya's Contested Fiscal Outlook," <https://tinyurl.com/z5vk2xwk>.

⁶⁵ Interview d'un acteur des protestations, 21 octobre 2025, en ligne.

⁶⁶ Deutsche Welle, 2024, "Kenya's Ruto dismisses Cabinet after protests," <https://tinyurl.com/3whxcffj>.

⁶⁷ Voice of America, 2025, "Kenya's Ruto, opposition veteran Odinga sign deal to form broad-based government," <https://tinyurl.com/3x2uwxaa> ; Interview de deux acteurs des protestations en octobre 2025.

⁶⁸ Interview de deux acteurs des protestations en octobre 2025, en ligne.

⁶⁹ Interview d'un acteur des protestations, 29 octobre 2025, en ligne.

⁷⁰ Interview avec un acteur des protestations, 6 novembre 2025, en ligne.

⁷¹ Interview de quatre acteurs des protestations en octobre et novembre 2025, en ligne.

⁷² Interview avec un acteur des protestations, 6 novembre 2025, en ligne.

⁷³ Interview d'un acteur des protestations, 6 novembre 2025, en ligne.

⁷⁴ Interview d'un représentant des donateurs, 15 octobre 2025, en ligne.

Un mouvement jeune et féminin

La participation en masse de jeunes gens a également attiré l'attention nationale et internationale, remettant en question le vieux narratif d'une apathie politique parmi la jeunesse kenyane. Bien que le mouvement de protestation ait généralement porté l'étiquette « Gen Z », de nombreux membres de la génération du millénaire l'ont également rejoint, surtout de jeunes professionnels, des étudiants et des diplômés récents.⁷⁵ De nombreuses jeunes femmes ont aussi joué un rôle déterminant dans les efforts de mobilisation.⁷⁶ Une femme qui avait été arrêtée s'est souvenue que les officiers de police s'étonnaient de « ne pas avoir affaire aux coupables habituels, [...] qui d'habitude sont des hommes. »⁷⁷ Ceci a sans doute expliqué en partie pourquoi la vidéo de cette femme s'agrippant à une clôture alors que les officiers de police s'approchaient est devenue virale sur les réseaux sociaux, et a fait d'elle un des visages du mouvement.⁷⁸ Plusieurs de ces femmes avaient déjà l'expérience du mouvement féministe, ayant participé notamment aux manifestations anti-féminicides de 2024, et elles lui devaient d'importantes qualifications et de précieux contacts pour les protestations du projet de loi de finances 2024.⁷⁹

Groupes de la société civile et mouvements sociaux comme épine dorsale

Malgré le souci de décentralisation, ce sont des acteurs assez établis de la société civile kenyane qui ont constitué l'épine dorsale des protestations contre la loi de finances 2024. Organisations non-gouvernementales, groupes d'étudiants, réseaux féministes et le Mouvement de Justice Sociale – un collectif d'initiatives populaires basé sur des communautés et mené par des jeunes – ont joué un rôle stabilisateur clé. Ils ont établi des moyens de communication pour surveiller les arrestations, les blessures et risques de sécurité, et pour se concerter sur des réactions rapides, dans la mesure où de nombreux protestataires « n'étaient pas aguerris en matière de droits de l'homme, »⁸⁰ et pou-

vaient donc profiter des infrastructures organisationnelles préexistantes.

Certaines organisations se sont concentrées sur l'aide juridique en envoyant des avocats pour porter assistance à des manifestants incarcérés. D'autres ont élaboré une documentation explicative sur la loi de finances, traduite dans les idiomes locaux pour en accroître la portée.⁸¹ Graphiques et affiches ont largement été mis en circulation, leur diffusion amplifiée par des militants anonymes du numérique – l'un des interviewés les appelait « les guerriers du clavier »⁸² – augmentant encore leur rayon d'action. L'anonymat était crucial, considérant que les leaders étaient menacés d'enlèvement, de disparition forcée et de torture.⁸³

Les militants individuels ont gagné en importance – mais n'ont pas été acceptés comme leaders

Bien que le mouvement ait rejeté le leadership hiérarchique, certaines personnes ont tout de même gagné en visibilité. Hanifa Farsafi Adan, par exemple, a organisé une campagne de crowdfunding pour soutenir les efforts de mobilisation, et a réussi à collecter 31 millions de shillings – plus de 200 000 Euros – auprès de Kenyans vivant dans le pays et à l'étranger, somme qui allait servir aux aides juridiques et aux transports.⁸⁴ D'autres, tels que Boniface Mwangi, Morara Kebaso et Kasmuel McOure, sont aussi devenus des personnages de référence.

Néanmoins, lorsque certains d'entre eux ont voulu se positionner comme leaders, ces tentatives ont été résolument rejetées, comme indiqué par plusieurs personnes interviewées. Ils ont été accusés par les protestataires « d'essayer d'être nos leaders, alors que nous n'en voulons pas, »⁸⁵ le mouvement s'étant engagé à un leadership collectif, afin de se protéger de la cooptation. Un souci qui n'était pas irréaliste, puisque McOure a rejoint plus tard le parti ODM, actuellement aligné sur le gouvernement de Ruto, un choix largement interprété comme acte de cooptation et de trahison.⁸⁶

⁷⁵ Interview avec un acteur des protestations, 29 octobre 2025, en ligne.

⁷⁶ Interview avec une organisation de la société civile kenyane, 24 octobre 2025, en ligne ; Interview avec deux acteurs des protestations en octobre et novembre 2025 ; Siundu, Godwin, 2024, "How Gen Z women are now rewriting power playbook," <https://tinyurl.com/3m9nwwh7>.

⁷⁷ Interview d'un acteur des protestations, 29 octobre 2025, en ligne.

⁷⁸ Wafula, Shakira and Katharina Wilhelm Otieno, 2024, "Ich bin wütend, weil Kenia für viele nicht funktioniert," E+Z Entwicklung und Zusammenarbeit, <https://tinyurl.com/5n6evnjc>.

⁷⁹ News Agencies, "Stop killing us!": Thousands march to protest against femicide in Kenya," Al Jazeera, <https://tinyurl.com/hnppekhh>.

⁸⁰ Interview d'un acteur des protestations, 21 octobre 2025, en ligne.

⁸¹ Interview de cinq acteurs des protestations en octobre et novembre 2025, en ligne.

⁸² Interview d'un acteur des protestations, 28 octobre 2025, en ligne.

⁸³ Madung, Odanga, 2025, "Tortured over a tweet: how the war between Kenya's Gen Z and their president has moved online," The Guardian, <https://tinyurl.com/546ddhaa>.

⁸⁴ Amnesty International Kenya, 2024, "Hanifa and Lenolkulal: A tale of two leaders," <https://tinyurl.com/55kh3jcw>.

⁸⁵ Interview d'une organisation de la société civile kenyane, 24 octobre 2025, en ligne ; Interview d'un acteur des protestations, 28 octobre 2025, en ligne ; Arjon, Brian and Didacus Malowa, 2025, "UoN Students Warn Kasmuel Mc Oure Against Masquerading as Gen Z Leader: 'Kuna Watu Walikufa,'" Tuko, <https://tinyurl.com/a7x9u5jm>.

⁸⁶ Chemam, Melissa, 2025, "Kenya protests reignited by custody death, but 'Gen Z' movement remains divided," RFI, <https://tinyurl.com/2b9bzprd> ; Muthoni, Davin, 2025, "Kasmuel McOure Gen Z protest hero who dared to play politics," The Nairobi Law Monthly, <https://tinyurl.com/5ysa893s> ; Noyes, Alexander, 2025, Kenya's Shaky Handshake Deals, <https://tinyurl.com/2e8hsm4>.

Les réseaux sociaux ont joué un rôle central

Un autre aspect remarquable était l'organisation décentralisée rendue possible par l'instrument numérique, marquant la rupture avec les modes de mobilisation antérieurs du sommet vers la base. L'extension de la connectivité internet a permis aux réseaux sociaux de devenir un outil majeur de la mobilisation en ligne.⁸⁷ Les plateformes de réseaux sociaux, en particulier X et TikTok, ont servi non seulement pour les appels à manifester, mais aussi pour démystifier le projet de loi de finances, discuter de ses implications, fournir des conseils sur la sécurité et coordonner l'aide mutuelle.⁸⁸ X a hébergé des délibérations en temps réel, tandis que des formats inventifs – y compris challenges et vidéos explicatives – ont aidé à l'intégration de narratifs de protestation et à la prise de conscience politique parmi des groupes qui n'étaient pas engagés auparavant.⁸⁹ La mobilisation en ligne a été un succès malgré les tentatives de limiter l'accès Internet.⁹⁰

Engagement avec des acteurs internationaux

Le rôle du FMI a nourri le scepticisme de la Gen Z à l'égard des institutions financières internationales

Le rôle joué par le FMI dans la définition du projet de loi de finances 2024 a profondément influencé la vision que les protestataires ont des institutions financières internationales. Comme souligné ci-avant, les conditions de prêt du FMI ont été largement considérées comme la cause des hausses fiscales figurant dans le projet de loi. Ce pourquoi les protestataires ont reproché au FMI – et par extension à la Banque mondiale – d'aggraver les difficultés économiques des Kenyans. Une des personnes interviewées nous a fait part de ses réflexions à ce propos : « Ces institutions ont pour but de détruire l'Afrique et de nous détruire, puisque même dans leur propre pays, elles éviteraient de mettre en œuvre certaines de ces réglementations. »⁹¹

En outre, les interviews ont indiqué que cette méfiance s'était étendue à un éventail plus large d'acteurs internationaux, notamment aux gouvernements occidentaux et, par extension, aux institutions occidentales. Les propos recueillis ont de plus fait ressortir que l'hypocrisie occidentale

telle que perçue « rend difficile le contact des militants avec des missions étrangères », incitant ceux-ci à la prudence quant il s'agissait de révéler publiquement leur participation à des événements de l'UE.⁹² Dans certains cas, ceci a façonné la manière dont les deux côtés, militants et donateurs internationaux, évaluent les risques, la visibilité et les modes d'engagement durant les protestations.⁹³

Accusations injustifiées contre la Fondation Ford

L'engagement international est même devenu plus risqué après que Ruto ait accusé publiquement la Fondation Ford – une organisation philanthropique des États-Unis – de parrainer la violence au Kenya dans le contexte des protestations de la loi de finances 2024.⁹⁴ Cette accusation a été interprétée comme une démarche stratégique visant à rejeter la faute des protestations de masse sur un acteur étranger, détournant l'attention des propres manquements de l'administration Ruto en matière de gouvernance.⁹⁵ La fondation encourageant la société civile indépendante dans ses efforts pour consolider la démocratie au Kenya, le gouvernement n'a pu fournir la preuve de ses allégations. Quelques mois plus tard, Ruto faisait machine arrière et remerciait la fondation pour le soutien accordé à la démocratie au Kenya.⁹⁶

Tandis que cela ne semble pas avoir impacté la mobilisation du mouvement, il y a eu des conséquences sévères pour les groupes de la société civile kenyane, ceux-ci ayant fait l'objet d'examens approfondis.⁹⁷ Ceci illustre la manière dont les accusations contre des acteurs externes peuvent devenir un outil d'intimidation, servant à faire pression sur des groupes de protestation ou à les affaiblir dans des moments politiques cruciaux.

La solidarité internationale était cruciale

Malgré le scepticisme général à l'égard des acteurs internationaux, les interlocuteurs ayant mobilisé les protestations ont souligné que la solidarité internationale jouait un rôle important. La couverture médiatique mondiale a été particulièrement importante concernant la responsabilité à endosser par le gouvernement, notamment pour la brutali-

⁸⁷ Ardebili, Shaghayegh Arzani, 2025, "Tweets of Resistance: Social Media and Mobilization in Contemporary Kenya," Lund University – Faculty of Social Sciences, <https://tinyurl.com/yeyjuszr>.

⁸⁸ Nendo, 2024, „The #Reject Revolution: When Tweets Take to the Streets. The Story of 25 Million Posts Powering Kenya's #RejectFinanceBill2024 protests," <https://tinyurl.com/2fff4ja5>.

⁸⁹ Interview avec un représentant des donateurs, 15 octobre 2025, en ligne ; Interview avec une organisation kenyane de la société civile, 24 octobre 2025.

⁹⁰ Access Now, 2024, "Authorities in Kenya must immediately restore internet access and #KeepItOn throughout protests and unrest," <https://tinyurl.com/mswp84bk>.

⁹¹ Interview d'un acteur des protestations, le 6 novembre 2025, en ligne.

⁹² Interview avec un acteur des protestations, le 6 novembre 2025, en ligne.

⁹³ Interview avec un représentant de bailleurs de fonds, 15 octobre 2025, en ligne ; Interview avec une organisation kenyane de la société civile, 6 novembre 2025, en ligne.

⁹⁴ Mines, Priscilla, 2024, "Ruto falsely accuses Ford Foundation of funding violence in Kenya," Voice of America, <https://tinyurl.com/yvds34b>.

⁹⁵ Jamal, Urooba, 2024, "Why is Kenya's Ruto accusing the Ford Foundation of stoking protests?," <https://tinyurl.com/fpf6jxf7>.

⁹⁶ Musaddique, Shafi, 2024, "Kenya president U-turns on Ford Foundation attack," Alliance Magazine, <https://tinyurl.com/yc4tv5xn>.

⁹⁷ Abuso, Victor, 2024, "Kenya investigates 16 civil society groups over alleged protest funding," The Africa Report, <https://tinyurl.com/39emn6jv>.

té de la police. L'une des personnes interviewées a déclaré que « l'attitude protectrice des médias internationaux s'explique aussi [...] par l'image que Ruto donne de lui vers l'extérieur, et en essayant de protéger son image de marque, celui-ci a voulu baisser le ton dans sa manière de gérer la dissidence et de répondre aux attentes des gens. »⁹⁸

La solidarité des organisations de défense des droits de l'homme a également été mise en avant. Celles-ci étaient à même de « créer une grande confiance »⁹⁹ parmi les protestataires, fournissant une aide juridique et condamnant publiquement et fréquemment la répression violente. Le mouvement de protestation a également été encouragé par des mouvements similaires d'autres pays, tels que #END-SARS Nigeria ou #FeesMustFall South Africa, ainsi que par la diaspora kenyane.¹⁰⁰ Cette solidarité internationale a poussé le mouvement à maintenir sa dynamique, parce qu'il savait : « Le monde est avec nous dans la rue. »¹⁰¹

Déception à l'égard des gouvernements étrangers

Tandis qu'une partie des interlocuteurs a dit apprécier la solidarité internationale, presque tous ont fait part de leur déception au regard de ce qu'ils ont perçu comme le silence des gouvernements étrangers. Bien que certains admettent les contraintes diplomatiques quand il s'agit d'intervenir dans des crises politiques domestiques, ils soulignent qu'une pression plus forte de l'opinion publique était justifiée. Aucune des personnes interviewées n'a mentionné les déclarations publiques parues,¹⁰² probablement parce qu'elles employaient des termes aussi conciliants, prudents. Beaucoup ont cru qu'une condamnation plus ferme et plus explicite des violations des droits de l'homme aurait pu « inquiéter le gouvernement [et ainsi] nous éviter de considérables effusions de sang. »¹⁰³ Une interviewée a également critiqué les pratiques incohérentes de gouvernements étrangers, selon elle un cas clair et net de deux poids deux mesures, le « business as usual » se poursuivant avec l'administration de Ruto, alors que les droits de l'homme étaient enfreints de façon massive.¹⁰⁴

Ceci s'est avéré particulièrement frustrant, parce que de nombreuses personnes interviewées avaient également investi leur temps dans des échanges avec des diplomates occidentaux, qui avaient demandé des meetings pour apprendre à mieux cerner les protestations. L'une d'entre elles a fait part de sa déception : « Au départ, cet engage-

ment me faisait plaisir, mais les jours ont passé et je me suis rendu compte qu'en fait ils n'offraient aucune aide pratique ou tangible. »¹⁰⁵ Un diplomate occidental a mis l'accent sur le fait que la diplomatie discrète, en coulisse, pouvait parfois être plus efficace qu'une condamnation publique.¹⁰⁶ Cette divergence dans les perceptions fait apparaître le fossé existant entre la pratique diplomatique et les attentes des militants.

Soutien de donateurs à la société civile avant et après les protestations

En dépit du contexte politique tendu, les personnes interviewées ont mis l'accent sur l'importance d'une collaboration entre les bailleurs de fonds internationaux et la société civile kenyane. On notera que les personnes interviewées n'ont pas indiqué de préférences lorsqu'on leur a demandé de faire la distinction entre différents types de donateurs.

Au plus fort des protestations, l'aide externe était généralement absente. À la place, les militants ont mobilisé des ressources domestiques, et les besoins immédiats en financement sont restés relativement limités. Ceux-ci étaient surtout axés sur des mesures rapides comme les soins médicaux, l'aide juridique et la coordination dans les cas d'urgence, seules quelques organisations de défense des droits de l'homme bénéficiant d'un soutien durant la mobilisation.

C'est avant et après les pics de protestation que l'engagement international a été considéré comme le plus profitable. Les personnes interviewées ont souligné que les donateurs pouvaient valoriser les efforts en renforçant l'apprentissage transfrontalier pour les militants, en aidant à maintenir la dynamique lorsque la mobilisation de la rue risquait de faiblir, et en encourageant les efforts à diriger les revendications des protestataires vers les institutions pour obtenir un changement politique.¹⁰⁷

⁹⁸ Interview d'un acteur des protestations, 29 octobre 2025, en ligne.

⁹⁹ Interview avec un acteur des protestations, 23 octobre 2025, en ligne.

¹⁰⁰ Interview avec un acteur des protestations, 29 octobre 2025, en ligne ; Interview avec un acteur des protestations, 28 octobre 2025, en ligne.

¹⁰¹ Interview avec un acteur des protestations, 28 octobre 2025, en ligne.

¹⁰² British High Commission Nairobi, 2024, "Joint statement by Ambassadors and High Commissioners in Kenya on public protests," <https://tinyurl.com/mrxhmkzmz>.

¹⁰³ Interview avec un acteur des protestations, 28 octobre 2025, en ligne.

¹⁰⁴ Interview avec un acteur des protestations, 6 novembre 2025, en ligne.

¹⁰⁵ Interview avec un acteur des protestations, 29 octobre 2025, en ligne.

¹⁰⁶ Interview d'un diplomate international, 27 octobre 2025, en ligne.

¹⁰⁷ Interview avec trois acteurs des protestations en octobre et novembre 2025, en ligne.

Quelles leçons pouvons-nous tirer des cas du Sénégal et du Kenya ?

En 2024, le Kenya et le Sénégal ont connu tous deux d'importantes vagues de protestation massive, dont chacune était, à sa façon, sans précédent. Au Sénégal, l'élément déclencheur – le report de l'élection présidentielle à une date indéterminée – constituait un événement nouveau dans l'histoire du pays après son indépendance. Les protestations au Kenya étaient en revanche nouvelles de par leur forme : Des citoyens jeunes, souvent de sexe féminin, aguerris au numérique, se sont mobilisés à grande échelle par le biais de réseaux sociaux, de manière décentralisée et sans leadership reconnaissable. Le tableau annexé fournit une vision globale comparative des dynamiques essentielles dans les deux pays. Les deux études de cas font ressortir les chemins respectifs par lesquels la mobilisation de masse a vu le jour, a évolué et interagi avec des acteurs internationaux dans chacun des contextes. En se basant là-dessus, la partie suivante souligne les six leçons clés aidant à expliquer comment les mouvements urbains de protestation peuvent se déployer dans les démocraties et ce qu'ils impliquent pour l'engagement externe.

1. Une mobilisation large et inclusive est la clé du succès

Premièrement, les deux cas montrent que les protestations se renforcent significativement lorsqu'elles réunissent des groupes au-delà des clivages politiques, ethniques et sociaux. Toutefois, c'est par différents chemins que l'inclusion a été réalisée. Au Sénégal, la coalition de société civile *Aar Sunu Election* a finalement choisi de collaborer avec des partis politiques et des candidats à la présidence, ce qui lui a permis de gagner en force de mobilisation, et a sans doute contribué à l'impact des protestations. Au Kenya, en revanche, les militants se sont distancés de l'opposition politique traditionnelle pour éviter les dynamiques ethniques, tribales ou partisans, et ont adopté un agenda non-partisan à la place. Ils ont donc augmenté leur force de mobilisation en adoptant une attitude non partisane, ainsi qu'en développant un programme plus vaste allant au-delà de la loi de finances 2024, vers de plus grands enjeux de gouvernance.

Dans les deux cas, l'inclusion en termes de groupes de

manifestants et de revendications a permis d'augmenter la capacité de mobilisation et de renforcer l'impact du mouvement. Cette constatation rejoint les travaux de recherche soutenant que les mouvements non-violents ont de bonnes chances de réussite s'ils arrivent à réunir un groupe hétérogène de protestataires.¹⁰⁸

2. La mobilisation reflète des changements générationnels et organisationnels

Deuxièmement, les deux cas révèlent aussi des styles de mobilisation contrastés, définis par des facteurs générationnels et organisationnels. Les protestations au Kenya étaient principalement conduites par Gen Z et la génération du millénaire, affichant le caractère typique d'événements récents connus sous le nom de « Gen Z protests » (par exemple au Népal ou à Madagascar) : Une organisation décentralisée, avec absence de leader, conçue pour éviter la cooptation politique.¹⁰⁹ En revanche, la mobilisation du Sénégal relevait d'acteurs politiques et d'organisations plus établies de la société civile, présentant un leadership plus ancien et des racines institutionnelles plus profondes. Ces différences indiquent un changement de générations – visible non seulement au Kenya mais aussi à travers l'Asie et des parties de l'Afrique – laissant entendre que les mouvements émergents menés par des jeunes méritent qu'on leur prête une grande attention.

3. Les espaces numériques importent, mais sont tributaires des accès et des réseaux hors ligne.

Troisièmement, alors que la mobilisation numérique a joué un rôle crucial – particulièrement au Kenya – elle s'est avérée nécessaire, mais non suffisante pour entretenir les protestations de masse sur la durée. Au Kenya, les plateformes numériques ont été essentielles pour la coordination rapide de jeunes manquant d'expérience en matière d'organisation ou de liens avec les structures institutionnelles.

Au Sénégal en revanche, les outils numériques ont été utiles, mais n'ont joué qu'un rôle secondaire. Les groupes

¹⁰⁸ Chenoweth, Erica and Maria J. Stephan, *Why civil resistance works: the strategic logic of nonviolent conflict*, Columbia University Press, <https://www.jstor.org/stable/10.7312/chen15682>.

¹⁰⁹ Forus, 2025, "The Flashpoint Generation: How Gen Z is rewriting the rules of protest the world over – a cross-country analysis of a rising wave of youth-driven protests around the world," <https://tinyurl.com/3mtrxtm9>.

de protestation ont utilisé les réseaux sociaux pour annoncer des manifestations, mais le pivot de la mobilisation était les importants réseaux hors ligne existant depuis longtemps au sein des organisations de la société civile, des syndicats, partis politiques et mouvements sociaux. Ces réseaux restaient les principales voies de communications pour la coordination et les décisions stratégiques. De plus, les coupures répétées de l'Internet mobile au Sénégal – durant plusieurs jours – ont restreint encore plus le potentiel d'une organisation en ligne suivie.¹¹⁰

Pour que la mobilisation numérique puisse se développer, les protestataires ont besoin de l'accès au net et aux réseaux sociaux. Bien qu'au Kenya on ait également signalé des ralentissements dans les connexions et des coupures ciblées, ces épisodes étaient bien plus limités qu'au Sénégal,¹¹¹ et n'ont pas entravé la mobilisation massive en ligne. Cependant, même au Kenya, la continuité du mouvement dépendait des réseaux hors ligne, y compris ceux des aides juridiques, des organisations féministes, des centres communautaires et des groupes établis de la société civile, qui constituaient le pivot de l'organisation. Assurer l'accès à ces réseaux et aux espaces numériques s'est donc avéré crucial.

4. Les mouvements « spontanés » se basent sur des réseaux existants et des expériences antérieures, qui ont souvent bénéficié du soutien des donateurs

Quatrièmement, même si les mouvements de protestation semblent parfois émerger « de nulle part », ils reposent sur des expériences et des réseaux de longue date. Dans plusieurs cas, les organisations de la société civile et les mouvements sociaux ont pu s'appuyer sur des moyens et des réseaux consolidés à travers d'anciennes collaborations avec des donateurs internationaux, y compris pour le financement de leurs activités principales.

Les expériences du Sénégal et du Kenya lors des protestations de 2024 divergent de façon significative. Au Sénégal, la mobilisation s'est appuyée presque uniquement sur des infrastructures hautement professionnalisées : Société civile organisée, partis politiques et candidats à la présidentielle avaient tous de l'expérience et disposaient de ressources et de réseaux qu'ils pouvaient activer immédiatement. Au Kenya en revanche, la première vague spontanée de mobilisation a été conduite par des jeunes qui misaient initialement sur les communautés des réseaux sociaux. Les

mouvements populaires, sociaux et féministes mieux organisés se sont de plus en plus impliqués, aidant à coordonner et maintenir le mouvement tout en préservant son caractère décentralisé. Ces cas confirment une constatation régulière de la recherche sur les mouvements sociaux : Même si les protestations démarrent spontanément, une certaine d'assistance en matière d'organisation et de coordination est essentielle pour entretenir la mobilisation sur la durée.¹¹²

5. Les signaux diplomatiques déterminent la façon dont les protestataires interprètent la crédibilité internationale – et divergent souvent de leurs attentes

Cinquièmement, tandis que les protestataires admettent souvent que les diplomates internationaux aient à prendre en compte certaines contraintes lorsqu'ils s'engagent dans des pays étrangers, la plupart d'entre eux attendent des prises de positions publiques plus claires lorsqu'il y a eu transgression des normes et droits démocratiques. Au Kenya, les militants décrivent souvent les réactions de partenaires occidentaux comme trop prudentes, même quand ceux-ci ont fait des déclarations. Si la crise du Sénégal a incité les États-Unis à des déclarations publiques plus claires, les réactions d'autres gouvernements étrangers ont été considérées comme trop timorées.

Cet écart d'appréciation ne signifie pas tout bonnement que « les protestataires veulent plus ». Il reflète plutôt un déséquilibre structurel : Les diplomates vont peut-être donner la priorité à des partenariats et des accès de long terme, tandis que les protestataires vont juger de la crédibilité à partir d'un soutien visible et sans équivoque de la démocratie et des droits de l'homme. Lorsque les réactions à un recul de la démocratie sont moins fortes que celles dans le cas d'un coup d'État militaire – même s'il peut y avoir des raisons légitimes, comme suivre l'exemple de la CEDEAO –¹¹³ le manque de cohérence tel qu'il est perçu ébranle la confiance et affecte la manière dont les protestataires interprètent l'engagement démocratique général des acteurs internationaux.

¹¹⁰ Access Now, 2024, “#KeepItOn: government of Senegal must ensure open and secure internet access throughout the 2024 presidential elections,” <https://tinyurl.com/wudrue9v>.

¹¹¹ Access Now, 2024, “Kenya must obey court orders and #KeepItOn during protests,” <https://tinyurl.com/3cnfsn94> ; Access Now, 2024, “Authorities in Kenya must immediately restore internet access and #KeepItOn throughout protests and unrest,” <https://tinyurl.com/mswp84bk>.

¹¹² Edwards, Bob and John D. McCarthy, 2004, “Resources and Social Movement Mobilization,” *The Blackwell Companion to Social Movements*, <https://tinyurl.com/5n97sff8>.

¹¹³ Sow, Djiby and Melissa Li, 2025, “Reforming ECOWAS: A Case for Institutional Resilience in a Changing Era,” *Global Public Policy Institute/Institute for Security Studies*, <https://tinyurl.com/47ayp269>.

6. L'aide des donateurs internationaux est risquée, mais utile et bienvenue en-dehors des cycles de protestation

Sixièmement, l'aide des donateurs internationaux est risquée. Au Kenya, l'ancien Président Ruto accusant la Fondation Ford de financer les protestations – allégation qu'il a retirée plus tard – illustre la manière dont les gouvernements sous pression peuvent faire des boucs émissaires de donateurs internationaux. De telles affirmations, même sans fondement, peuvent exposer des groupes locaux de la société civile entretenant des liens avec des donateurs à des risques de répression. Au Sénégal, les acteurs ont exprimé un autre souci, à savoir qu'une implication étrangère puisse saper les objectifs de la mobilisation, et ils ont donc insisté pour que tout soutien vise à défendre uniquement les intérêts des protestataires.

En même temps, les deux cas font ressortir que l'engagement des donateurs avant et après les cycles de protestation est bienvenu et utile. Un soutien à long terme aide à développer une conscience politique, à renforcer les capacités de mobilisation et à entretenir le dynamisme, pour que les revendications puissent se traduire par des agendas politiques concrets.

Comment les acteurs internationaux peuvent-ils s'engager ?

Généralement, les gouvernements ont raison de s'opposer aux immixtions internationales dans les politiques internes controversées. Aucun gouvernement démocratique ne tolérerait une ingérence étrangère dans ses propres frontières. En même temps, les gouvernements démocratiques et les organisations de défense des droits de l'homme ont dénoncé à juste titre l'augmentation massive des lois désignées par « foreign agent laws ». Elles sont mises en œuvre pour criminaliser délibérément des groupes indépendants de la société civile, qui jouent un rôle fondamental en demandant des comptes aux gouvernements et en sauvegardant les normes démocratiques. Ces dernières années, de telles lois se sont répandues partout dans le monde. La loi sur les organisations bénévoles privées (« Private Voluntary Organizations Act »), promulguée par le Zimbabwe en avril 2025, en est l'exemple le plus récent sur le continent africain.¹¹⁴

Cet environnement est susceptible de rendre vulnérables non seulement les acteurs internationaux, mais aussi leurs partenaires locaux, comme l'a clairement montré l'accusation contre la Fondation Ford au Kenya. Cependant, choisir de ne rien faire n'est pas neutre non plus. A maintes reprises, les mouvements pro-démocratiques au Sénégal et au Kenya ont mis l'accent sur l'importance de la solidarité internationale, et les acteurs externes attachés aux principes démocratiques sont plus fortement intéressés par la résilience démocratique et une stabilité durable. Par conséquent, ne pas s'engager risque de décevoir les partenaires locaux clés demandant des réactions internationales plus fortes, et en même temps de contrecarrer ses propres intérêts stratégiques.

L'engagement dans des démocraties africaines est sans doute encore plus difficile. Avec les considérations diplomatiques et le désir d'entretenir des partenariats forts, un engagement externe peut s'avérer plus délicat que dans un contexte plus autoritaire. Mais c'est justement parce que les gouvernements partenaires se sont eux-mêmes engagés à défendre les normes démocratiques et les droits de l'homme que les acteurs internationaux peuvent aussi insister pour que ces obligations soient respectées.

Partant des faits constatés au Sénégal et au Kenya, la pré-

sente étude soumet cinq recommandations soulignant comment les acteurs internationaux peuvent répondre de manière responsable et efficace aux mouvements de protestation pro-démocratiques.

1. Les fondations privées et les ONG internationales devraient apporter une aide rapide durant les pics de protestation et anticiper les risques de désinformation et de mésinformation.

Durant les pics de protestation, l'aide financière et technique devrait être limitée aux réactions rapides pour préserver la sécurité des manifestants et militants. Pour comprendre à quel moment la phase de mobilisation a atteint son maximum, il convient de se reporter aux chiffres des chercheurs et partir d'au moins 1000 participants.¹¹⁵ Ceci devrait bien sûr servir de règle grossière, le chiffre en question dépendant aussi d'autres facteurs tels que la taille de la population et le contexte plus général.

Les fondations privées et les ONGI – notamment celles qui se concentrent sur la défense de la démocratie et des droits de l'homme – sont les mieux placées parmi les acteurs internationaux pour fournir ce type d'assistance. Elles peuvent agir relativement vite, prendre d'assez grands risques politiques, et parce qu'elles ne défendent pas les intérêts d'États étrangers, elles sont moins exposées aux accusations d'ingérence étrangère. Ceci n'est pas une garantie, comme le montre le cas du Kenya, mais elles jouissent tout de même d'une meilleure position que les agences de développement bilatérales ou les ambassades étrangères.

Ces acteurs peuvent fournir discrètement un soutien logistique, une aide juridique pour des protestataires en détention, et une aide médicale pour les blessés, ainsi que découvrir les cas de transgression des droits de l'homme. Ceci s'avère surtout important dans des contextes où les protestations font l'objet de répressions violentes, comme dans les deux cas du Kenya et du Sénégal.

Pour limiter le risque de fausses accusations, les donateurs

¹¹⁴ Pousadela, Inés M., 2025, "Cutting Civil Society's Lifeline. The global spread of foreign agents law," CIVICUS, <https://tinyurl.com/hm7zxcu4>.

¹¹⁵ Chenoweth, Erica and Maria J. Stephan, 2021, "The Role of External Support in Nonviolent Campaigns: Poisoned Chalice or Holy Grail?," International Center on Non-violent Conflict, <https://tinyurl.com/4vc7429b>.

qui s'engagent durant les protestations doivent être préparés à assister à des campagnes stratégiques de désinformation et de désinformation. Comme on l'a vu au Kenya, les fausses accusations – en l'occurrence contre la Fondation Ford – peuvent être utilisées comme arme pour tenter de délégitimer les militants et justifier la répression. Affronter cela demande des stratégies de communication pro-actives, un engagement sensible et bien coordonné avec les partenaires locaux, et des mesures de protection additionnelles pour éviter de s'exposer encore plus sans le vouloir.

2. Les acteurs internationaux devraient utiliser les forums internationaux pour mieux faire entendre les voix locales, empêcher la répression et renforcer les droits démocratiques.

Les acteurs internationaux devraient aider les groupes de protestation et les militants à se connecter sur des forums internationaux, du moment que ceux-ci sont prêts à le faire. Dans la pratique, ceci englobe les organes de l'ONU et les médias internationaux, ainsi que les institutions concernées dans les pays étrangers, telles que parlements (ou des politiciens donnés), ministères, agences de développement, ONG et fondations.

Tandis que les ONG internationales et les fondations privées sont les mieux adaptées pour financer discrètement d'éventuels voyages et convoquer à des réunions, les ambassades étrangères et fondations politiques bénéficient habituellement d'un accès plus direct à des décideurs politiques, qu'elles peuvent activer pour faciliter les réunions et briefings. De telles connexions peuvent donner plus de voix aux acteurs locaux et augmenter la visibilité internationale quant à l'évolution de la situation et aux inquiétudes soulevées par les mouvements de protestation.

Il importe que les acteurs internationaux prennent des mesures pour protéger les militants d'éventuelles représailles, y compris en assurant la confidentialité, en évaluant les risques et en se concertant discrètement lorsque la visibilité publique peut les mettre en danger. Obtenue avec doigté, une attention internationale accrue peut aider à empêcher la répression et augmenter la pression exercée sur les gouvernements pour qu'ils respectent les libertés démocratiques et les droits fondamentaux.

3. Selon le contexte, les gouvernements étrangers devraient équilibrer pression publique et diplomatie « par la porte de derrière » pour agir contre la répression.

Les gouvernements étrangers devraient adopter une attitude ferme et cohérente lorsque l'espace civique et la démocratie sont menacés et les groupes de protestation et militants confrontés à l'intimidation, la violence et d'autres

formes de répression. Bien que, à la fois au Kenya et au Sénégal, les personnes interviewées aient le sentiment que les gouvernements étrangers ne réagissent pas assez énergiquement, elles ont également souligné que l'attention des médias internationaux et les plaidoyers d'organisations de défense des droits de l'homme aidaient à empêcher une répression plus forte, en particulier au Kenya. Cet effet pourrait sans doute être amplifié si les gouvernements étrangers dénonçaient eux aussi la répression.

L'État démocratique du pays respectif peut sans doute déterminer l'impact potentiel de la pression internationale. Dans des contextes plus démocratiques, les gouvernements sont plus sensibles aux atteintes à la réputation, ce qui peut renforcer l'effet de levier des partenaires étrangers et éviter la répression. Ceci s'applique à plus forte raison à des pays considérés comme « champions de la démocratie » à l'échelle régionale, tels que le Sénégal et le Kenya, où les considérations politiques peuvent accroître l'impact de la pression internationale. Il est toutefois important de noter aussi que les partenaires africains cherchent de plus en plus à s'émanciper des partenaires occidentaux, ce qui augmente le risque de voir les gouvernements occidentaux renoncer à des partenaires démocratiques nécessaires sur le continent.

S'ils estiment qu'une limitation à des partenaires clés comporte de hauts risques, les gouvernements étrangers pourraient réduire la pression publique et plutôt recourir à des mesures diplomatiques « par la porte de derrière ». L'opinion publique, avec la pression exercée par le biais de déclarations publiques ou d'un haut niveau d'engagement, devrait toutefois condamner clairement la répression et les violations des droits de l'homme. Ceci est décisif, non seulement pour respecter les engagements normatifs, mais encore pour rester crédible aux yeux d'autres partenaires internationaux ou de la société civile. Plus de messages percutants pourront alors passer discrètement par des voies diplomatiques, permettant aux gouvernements d'insister sur leurs préoccupations avec moins de risques de perdre des partenaires de longue date.

4. Les donateurs devraient renforcer l'infrastructure civique en guise d'investissement de long terme.

On s'accorde largement à dire que les investissements à long terme dans l'infrastructure civique – l'écosystème d'organisations, de réseaux et de compétences permettant aux gens de se mobiliser, de coordonner et d'entretenir leurs actions collectives – sont essentiels pour la gouvernance démocratique. C'est là aussi que résident les forces particulières des organisations de développement bilatérales, des organisations gouvernementales internationales, mais aussi des fondations politiques et privées : Soutien durable, renforcement de capacités et ressources stables extrêmement importantes en-dehors des moments de crise aiguë. Les conclusions de la présente étude nous rappellent ceci,

puisque les mouvements de protestation efficaces se sont appuyés sur des infrastructures civiques construites longtemps avant l'arrivée d'une crise et qui ont gardé leur importance après.

Plus concrètement, une grande partie des interviewés a souligné le besoin accru de mesures d'apprentissage transfrontalières pour des militants et mouvements sociaux qui font face à des combats similaires dans d'autres pays. Fondations privées, ONG internationales et fondations politiques ayant également un intérêt à encourager de tels mouvements sont bien placées pour faciliter et financer discrètement ce type d'échanges.

Il importe qu'une telle aide ne dépende pas des cycles de protestation : Les acteurs civiques requièrent des moyens d'apprentissage et de coalition durables, pas seulement avant et après les cas de mobilisation de masse. La continuité des investissements garantit aux organisations de la société civile, militants, initiatives populaires et mouvements sociaux d'être équipés et connectés lorsque surviennent des crises politiques, et donc de pouvoir jouer un rôle central dans la mobilisation.

5. Les donateurs devraient privilégier des partenaires sur la base de leur légitimité, leur expérience en matière de mobilisation et leur ouverture au soutien international.

Une question clé pour les donateurs¹¹⁶ est donc de savoir quels sont les « bons » partenaires. Les donateurs devraient systématiquement privilégier les partenaires qui font preuve de légitimité, d'expérience en matière de mobilisation et d'ouverture au soutien international. Pour garantir leur légitimité, les partenaires locaux doivent pouvoir représenter de manière crédible des segments spécifiques de la population. En outre, l'aide internationale est la plus efficace lorsqu'elle se base sur de l'expérience et des capacités de mobilisation préexistantes ; sans ce fondement, le soutien externe est difficile à dimensionner et peut avoir un impact limité. Enfin, les partenaires doivent être prêts à s'engager avec des acteurs internationaux, l'aide n'étant ni possible ni opportune lorsqu'elle n'est pas voulue.¹¹⁷

Les cas étudiés montrent que la question des « bons » partenaires est étroitement liée au contexte. Au Sénégal, les organisations professionnalisées de la société civile et les acteurs politiques forment le noyau des coalitions protesta-

taires. Parce que de nombreux acteurs de la société civile travaillent essentiellement sur des questions précises – telles que les droits des travailleurs ou la pénurie d'énergie – ceci suggère que les donateurs devraient continuer à investir dans de telles ONG ou organisations associatives s'occupant de thématiques particulières. Habituellement, ces acteurs sont légalement enregistrés et établis, ce qui fait d'eux des partenaires adéquats pour un large éventail de donateurs, y compris ceux présentant une plus faible tolérance au risque ou moins de flexibilité dans leurs instruments de financement, tels que les agences de développement bilatérales ou les organismes gouvernementaux internationaux. Les fondations politiques allemandes, compte tenu de leur mandats politiques partisans et leurs relations de longue date avec les partis politiques, sont bien positionnées pour renforcer les capacités d'homologues politiques, en plus des acteurs de la société civile alignés sur leurs priorités thématiques.

Dans le cas du Kenya, les enjeux sont différents. Ici, les réseaux informels, initiatives populaires, militants individuels et mouvements sociaux ont constitué le pivot des premières mobilisations. Ces acteurs sont généralement moins visibles et plus difficiles à atteindre pour les donateurs. La mobilisation étant décentralisée et structurée selon un leadership horizontal, identifier des partenaires crédibles et représentatifs devenait plus difficile. Ceci souligne l'importance de chercher au-delà des ONG, partenaires habituels faciles à atteindre, et de trouver des moyens d'encourager des acteurs civils émergents jouant des rôles majeurs dans les mouvements de contestation démocratique. Pour ce faire, il est essentiel de veiller à un recensement continu des acteurs et à des échanges fréquents avec d'autres donateurs et leur personnel national.¹¹⁸

¹¹⁶ Quand nous parlons de donateurs en général, nous appliquons la définition suivante : Le terme de 'donateur' – avec ses connotations altruistes – peut généralement être considéré comme problématique dans un contexte politique, à savoir en tant que [soutien externe à la démocratie], mais il reste le mieux adapté compte tenu de la diversité des acteurs (y compris les gouvernements, mais pas seulement) qui offrent des financements et d'autres formes d'assistance à des acteurs de la société civile." Pour plus d'informations, voir : Hensing, Jakob, Melissa Li, Julia Friedrich and Philipp Rotmann, 2023, "Supporting Civil Society in Acute Crises," Global Public Policy Institute, <https://gppi.net/2023/03/14/supporting-civil-society-in-acute-crises>.

¹¹⁷ Hensing, Jakob, Melissa Li, Julia Friedrich and Philipp Rotmann, 2023, "Supporting Civil Society in Acute Crises," Global Public Policy Institute, <https://gppi.net/2023/03/14/supporting-civil-society-in-acute-crises>.

¹¹⁸ Li, Melissa, Jakob Hensing and Philipp Rotmann, 2023, "Strategy and Planning Tool for Civil Society Measures in Acute Crises," https://gppi.net/assets/Li_et_al_Manual_GPPi_2023.zip (download) ; Hensing, Jakob and Melissa Li, Julia Friedrich and Philipp Rotmann, 2023, "Supporting Civil Society in Acute Crises," Global Public Policy Institute, <https://gppi.net/2023/03/14/supporting-civil-society-in-acute-crises>.

	Sénégal (protestations de la crise électorale 2024)	Kenya (protestations contre le projet de loi de finances 2024)
Contexte et éléments de déclenchement	<i>Déclenché par recul démocratique :</i> Report de l'élection présidentielle à une date indéterminée, considéré comme « coup d'État constitutionnel ». <i>Basé sur des griefs antérieurs :</i> Espace civique en régression depuis 2021, Sonko poursuivi, manifestations interdites, coupures d'Internet. <i>Bilan :</i> Calendrier électoral rétabli sur intervention de la Cour constitutionnelle, scrutin dans les délais impartis.	<i>Déclenché par injustice socio-économique :</i> Hausses fiscales de la loi 2024 alors que coût de la vie en augmentation. <i>Griefs sous-jacents :</i> Chômage des jeunes, conditions FMI, dette publique, corruption, inégalités entre population et élite. <i>Bilan :</i> Projet de loi de finances 2024 retiré, dissolution du cabinet.
Acteurs et stratégies	<i>Acteurs :</i> Larges coalitions (F24 et Aar Sunu Election) englobant organisations de société civile, syndicats, partis politiques, candidats à la présidentielle, acteurs religieux, mouvements sociaux. <i>Stratégies :</i> • Puissants réseaux préexistants avec expérience de mobilisation sur des décennies. • Activation rapide des structures établies et du leadership. • Mix de manifestations, marches silencieuses, actes symboliques. • Ajustement tactique en réponse à la répression ; recourt massif à l'organisation hors ligne.	<i>Acteurs :</i> • <i>Essentiellement Gen Z et génération du millénaire ; nombreuses jeunes femmes.</i> • <i>Réseaux décentralisés de groupes de la société civile, initiatives populaires, mouvements sociaux et féministes comme pivot de la coordination.</i> <i>Stratégies :</i> • Mobilisation initiale spontanée sur base numérique via X et TikTok ; sans leadership hiérarchique. • Organisation décentralisée avec leaders, plutôt orientée enjeux que partisane ou ethnique. • Usage massif de contenus numériques créatifs, d'espaces X et de vidéos virales.
Engagement avec des acteurs internationaux	<i>Gouvernements étrangers :</i> • Réaction des USA perçue comme rapide et ferme. • Réactions des autres gouvernements étrangers estimées trop faibles <i>Soutien des donateurs :</i> • Pas de distinction ni de préférence de la part des groupes de protestation. • Pas de soutien durant la mobilisation – vu comme trop risqué avec délégitimisation potentielle. • Protestataires ont souligné le besoin d'éducation civique et d'apprentissage transfrontalier à long terme avant et après les cycles de protestation. <i>Autres :</i> • Accent mis sur la propriété par les protestataires ; rejet de toute implication internationale par groupes anti-impérialistes spécifiques.	<i>Gouvernements étrangers :</i> • Gouvernements étrangers perçus comme muets. • Militants prudents à l'égard des missions occidentales en raison du narratif « néo-colonial ». <i>Soutien des donateurs :</i> • Pas de distinction ni de préférence de la part des groupes de protestation. • Pas d'aide visible durant les pics de protestation, en raison des gros risques politiques. • Réaction rapide comme besoin clé (aide juridique / médicale). • Soutien des donateurs vu comme le plus utile entre les pics de protestation, pour entretenir l'élan et introduire des demandes de changement politique par des voies institutionnelles. <i>Autres :</i> • Grande méfiance envers institutions financières internationales (FMI et Banque mondiale). • Solidarité internationale montrée par médias internationaux, diaspora, mouvements sociaux et organisations des droits de l'homme appréciée.

A propos de l'auteure

Melissa Li est chargée de recherche au Global Public Policy Institute (GPPi), où elle contribue au travail de l'Institut sur la paix et la sécurité. Elle se concentre sur le rôle des acteurs de la société civile et des mouvements de protestation dans des contextes de crise, sur la stabilisation, l'analyse de conflits et le financement du développement.

Remerciements

Les points de vue exprimés dans cette étude sont ceux de l'auteure et ne reflètent pas la position de la FES. J'aimerais remercier Andreas Quasten, Christian Denzin, Henrik Maihack et Svende Eickhoff pour leur collaboration constructive et fructueuse sur ce projet.

Les travaux de recherche à la base de ce rapport n'auraient pas été possibles sans l'aide généreuse et le temps de bien des personnes. Je tiens surtout à remercier les nombreux militants sénégalais et kényans, ainsi que les membres de groupes de protestation, diplomates et représentants de fondations politiques, qui ont bien voulu donner de leur temps et faire part de leurs observations dans le cadre des interviews devenues les bases de cette recherche.

J'aimerais aussi remercier mes collègues de la FES Andreas Quasten, Christian Denzin, Bastian Schulz et Elisabeth Bollrich, de même que mon collègue du GPPi Philipp Rotmann pour leurs amples et précieux commentaires sur mon projet d'étude.

